

Casse sociale autour de Pascale Boistard

Le 26 février 2014 par Fabien Dorémus

Inutile de frapper à la porte vitrée du 43 rue Octave-Tierce à Amiens, personne ne vous ouvrira. La permanence de Pascale Boistard est fermée depuis deux semaines. Non seulement parce que la députée s'est absentée, notamment pour des raisons de santé, mais surtout parce que ses collaboratrices, embauchées au lendemain de son élection à l'été 2012, ne veulent plus travailler avec elle.



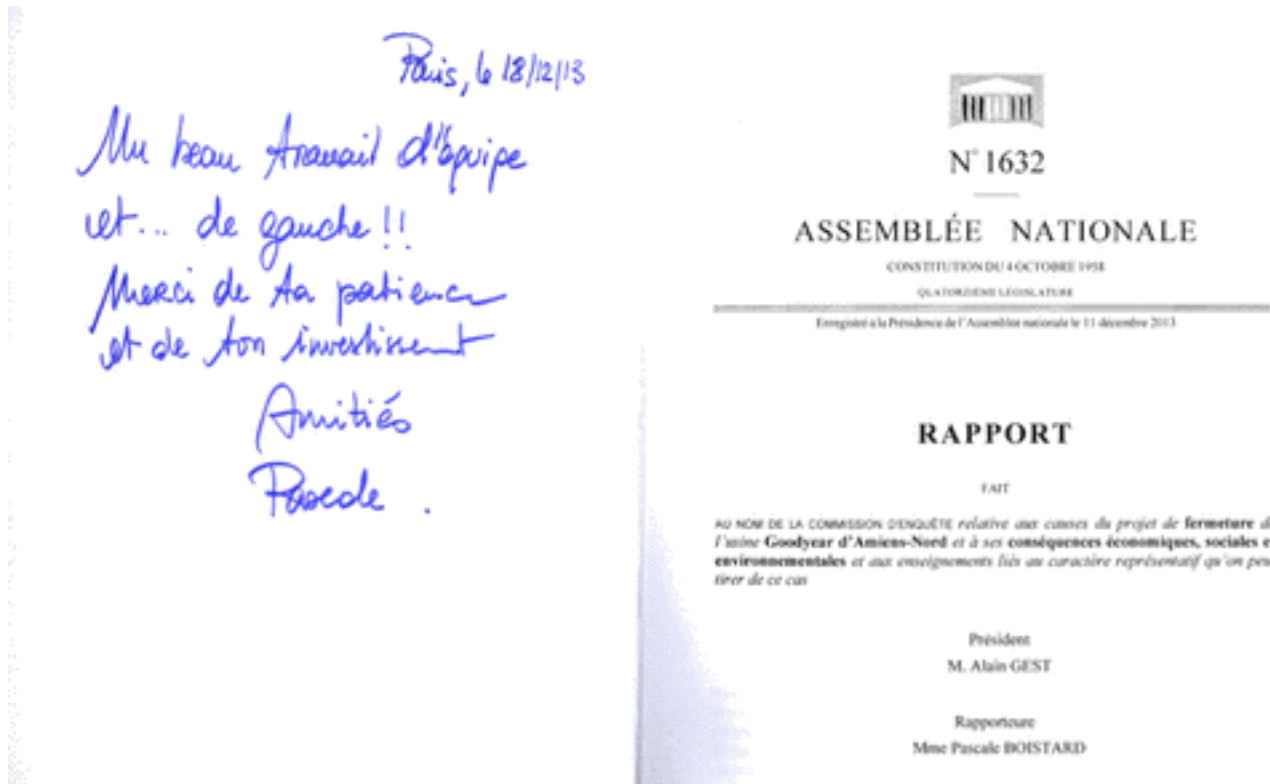
La permanence fermée de Pascale Boistard, à Amiens mardi matin.

En arrêt maladie, ces deux jeunes femmes dénoncent des conditions de travail «*déplorables*», «*affligeantes*», des directives «*agressives*» de leur patronne; un manque cruel de considération qui a conduit l'une d'entre elles à un état dépressif. «*Les deux sont en arrêt pour cette raison*», indique même Stéphane Ouraoui, ancien bras droit de Pascale Boistard. Les deux collaboratrices ont écrit à la députée récemment pour lui demander de

procéder à une rupture conventionnelle de leurs contrats. Qu'en dit la députée? Si elle ne souhaite pas commenter le fond de l'affaire, elle dit avoir «à c?ur» de rencontrer ses collaboratrices dès son retour à Amiens début mars.

«Énormes sacrifices depuis 18 mois»

La décision des deux collaboratrices ne s'est pas faite sur un coup de tête. Elles avaient déjà émis le souhait de quitter leur poste à l'automne dernier. «En octobre je les avais convaincues de rester», explique Stéphane Ouraoui, 45 ans, alors principal collaborateur de la députée PS. Aujourd'hui, il ne cherche plus à convaincre personne car il vient d'être mis à la porte par Pascale Boistard. «J'ai reçu ma lettre de licenciement le 15 février. On me reproche un manque d'implication dans le travail.»



Dédicace de Pascale Boistard à l'attention de Stéphane Ouraoui, sur un exemplaire du rapport parlementaire Goodyear. L'une des preuves, selon ce dernier, de son travail loyal.

Stéphane Ouraoui est en train d'entamer les démarches pour contester son licenciement, estimant que «les sacrifices énormes consentis depuis 18 mois» ne méritent pas cette sanction. Il estime par ailleurs qu'il sera très facile pour lui de prouver devant un tribunal la qualité et la quantité de son travail: «J'ai été gentil jusqu'à présent. Si on doit comptabiliser toutes mes heures supplémentaires, elle a du souci à se faire. Ça va lui faire mal», prévient-il. La députée ne souhaite pas davantage commenter cette affaire, précisant seulement: «Ce n'est pas un licenciement. C'est juste la fin de son détachement. Il est fonctionnaire de la Ville de Paris, il récupère son emploi directement.»



La députée Pascale Boistard, à l'automne dernier à Amiens.

Certes, Stéphane Ouraoui confirme bien qu'il attend de retrouver un poste dans les services de Bertrand Delanoë, mais il s'agit bien d'un licenciement. C'est en tout cas ce qu'indique la lettre de «*convocation à un entretien préalable*» envoyée par Pascale Boistard à son collaborateur le 29 janvier dernier. Dans cette lettre, la députée envisage bien «*une sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement*».

Stéphane Ouraoui ne va pas seulement engager une procédure aux prud'hommes comme le ferait n'importe quel salarié à l'encontre de son employeur. Il souhaite aller plus loin, en tant que militant socialiste, et entamer une bataille sur le plan politique: «*Je vais montrer ce qu'elle est vraiment: une usurpatrice.*»

Une arrivée triomphante

Élue en juin 2012 lors des élections législatives qui ont suivi la victoire de François Hollande à la présidentielle, Pascale Boistard a semblé rapidement s'imposer dans le décor socialiste amiénois. Quelques mois plus tard en novembre, elle est même élue première fédérale de la Somme à l'occasion du congrès du PS. «*Je veux faire revivre la fédération, promettait-elle alors. Que l'on retrouve le plaisir de travailler ensemble. J'apporte un vent de fraîcheur dans un parti qui a fonctionné en vase clos pendant très longtemps.*»

Mais déjà sa méthode faisait grincer des dents. Certains l'accusant de tourner le dos à la nécessaire rénovation du parti en ne s'entourant que des membres éminents de la section nord du PS d'Amiens, dirigée par Francis Lec. «*Elle a fait le vide autour d'elle, ce n'est pas la bonne méthode*», accusait alors un militant dans les colonnes du *Télescope*.

Néanmoins, pour d'autres socialistes, Pascale Boistard apportait dans ses bagages l'espoir que la fédération PS se remettrait sur de bons rails, après de longues années de guerres internes. Dominique Théo était de ceux-là. Adhérent du Parti socialiste depuis 1978, il attendait beaucoup de la nouvelle venue: «*J'espérais que ça irait mieux quand elle est arrivée. Parce que jusqu'alors les manipulations intestines étaient constantes et*

concernaient tout le monde: Philippe Casier, Nicolas Dumont, Francis Lec... C'était un tirage de ficelles à tous les niveaux.»

La mise sous tutelle de Léon-Blum

Dominique Théo se met alors au service de Pascale Boistard. Il fait notamment partie de l'équipe qui a organisé, au printemps 2013, la mise sous tutelle de la section amiénoise Léon-Blum, alors dirigée par Mohamed Boulafrad. *«Je n'étais pas défavorable à cette tutelle car Boulafrad a toujours considéré sa section comme une chasse gardée, avec ses propres règles.»*



Dominique Théo a travaillé au côté de la députée. Il a quitté le PS la semaine dernière.

Mais Dominique Théo, qui a très récemment quitté le PS (voir [sa lettre d'explications](#)), n'assume pas totalement la manière avec laquelle la première fédérale a décidé cette mise sous tutelle: *«Je l'aurais fait plus doucement.»* Par ailleurs, selon lui, si cela s'est si mal passé à l'époque c'est en partie à cause de Pascale Boistard. *«Elle a fait traîner les choses à force d'inaction. Elle a toujours l'air sur-occupée mais elle ne fait rien.»*

Dans la section Léon-Blum, beaucoup d'adhérents concernés par cette mise sous tutelle pointaient alors la différence de traitement avec la section François-Mitterrand, cette section d'Amiens nord dirigée par l'inamovible Francis Lec, cette section dont le nom vient souvent aux lèvres des militants PS lorsqu'ils évoquent l'existence d'éventuelles pratiques clientélistes. Beaucoup soupçonnaient un arrangement entre Pascale Boistard et Francis Lec en vue des élections municipales, sans pouvoir cependant en apporter la preuve.

Petits arrangements?

Deux faits peuvent cependant être mis en relation et témoigneraient d'une entente réciproque entre Pascale Boistard et Francis Lec. Premièrement, la section de Francis Lec a voté extrêmement massivement en faveur de Pascale Boistard en novembre 2012 lorsqu'il s'agissait d'élire le premier fédéral de la Somme. Ainsi, la section nord a voté presque d'un seul homme à 120 voix pour la députée et seulement 12 petites voix pour son seul concurrent, Benjamin Lucas (voir [le détail des résultats](#)).

Deuxièmement, alors que Pascale Boistard a toujours prétendu «*nettoyer les écuries d'Augias*» dans la fédération et particulièrement à Amiens, elle ne s'est visiblement jamais attaquée à la section de Francis Lec. «*Pourtant tout le monde sait que les trois-quarts des adhérents de la section nord sont bidon*», lâche Stéphane Ouraoui.



Stéphane Ouraoui (©Twitter).

Aujourd'hui, il n'y a toujours de pas preuves, mais il y a un témoignage: celui de Stéphane Ouraoui. L'ancien bras droit de Pascale Boistard affirme qu'il y a bien eu un accord entre l'actuelle députée et quelques pontes du PS samarien. Et tout aurait commencé lors de son parachutage dans le département, au printemps 2012.

La menace des élus locaux

Lorsque Pascale Boistard est arrivée à Amiens en tant que candidate à l'élection législative dans la première circonscription de la Somme, elle a été reçue par quelques élus locaux dont Gilles Demailly, Nicolas Dumont et Francis Lec. C'est à ce moment-là qu'elle aurait subi des menaces, selon Stéphane Ouraoui.

«Si elle ne voulait pas qu'un autre socialiste se présente en face d'elle [dans une circonscription presque gagnée d'avance pour la gauche, ndlr], elle devait accepter un certain nombre de choses, notamment soutenir Francis Lec pour les sénatoriales ou permettre à Nicolas Dumont d'obtenir une décoration honorifique», rapporte-t-il. Des accords écrits auraient été signés.

Qu'en dit la députée? Elle confirme que cette rencontre a bien eu lieu. *«Il y eu une discussion puisque les élus étaient en colère de se voir désigner la candidate par le national du PS. À la fin de la réunion, tous me soutenaient. Mais il n'y a pas eu de contreparties.»* Pour Stéphane Ouraoui, la chose est entendue: désormais, *«sa seule clef de désignation pour la prochaine élection législative, c'est de favoriser Lec et Dumont. D'autant*

plus qu'elle ne fait aucun travail d'implantation.»

Manque de présence en circonscription

Cette absence sur le terrain, surtout au sein de sa permanence, est aussi un reproche fait par les collaboratrices de la députée, qui se sentent abandonnées. *«Elle vient à Amiens le minimum»*, juge Stéphane Ouraoui qui affirme par ailleurs que Pascale Boistard visait la mairie d'Amiens avant qu'un sondage, réalisé en juillet dernier et portant sur la notoriété des candidats potentiels, ne lui coupe l'herbe sous le pied. De son côté, la députée a toujours expliqué ne pas vouloir se présenter à Amiens afin de respecter le non cumul des mandats (voir [ici](#)).

Quoi qu'il en soit, Dominique Théo et Stéphane Ouraoui font un autre constat: l'absence de ligne politique claire de la députée. *«On a été trompés sur la marchandise, envoie le premier. On nous l'a présentée comme quelqu'un de l'aile gauche du PS et aujourd'hui elle soutient Manuel Valls.»* Le second soutient qu'elle *«n'a aucune ligne politique»* et que dans le cadre de la commission parlementaire Goodyear *«tout»* reposait sur lui, d'où le fait aussi qu'il reste à ses côtés jusqu'à la fin de ce travail *«qui concernait près de 1200 familles»*.

Aujourd'hui Pascale Boistard indique être en convalescence et trouve déplacé que les attaques la concernant arrivent durant cette période. Mais c'est pour Dominique Théo qu'elle a les mots les plus durs, lui qui déplore de son côté le *«cynisme»* et *«l'agressivité»* de la députée. *«Je pourrai dire beaucoup de choses sur lui aussi, indique-t-elle. Je lui ai fait confiance quand il n'était plus rien. Je lui ai donné des responsabilités, je n'aurais peut-être pas dû.»*

En attendant, la permanence de la députée ne semble pas près de rouvrir.